

Table des matières

Initiation aux principaux modes alternatifs de règlement des conflits : découvrir ou approfondir sans confondre	7
<i>Pierre-Paul RENSON</i>	
Introduction	7
Section 1. L'arbitrage	10
Sous-section 1. Fondement et caractère	10
Sous-section 2. Intervention obligatoire d'un ou plusieurs tiers	11
Sous-section 3. Absence de confidentialité légalement organisée	11
Sous-section 4. Pouvoir décisionnel de l'arbitre sur l'issue du différend et exécution forcée de la sentence	12
Sous-section 5. Coûts et risques financiers	13
Sous-section 6. Définition succincte	13
Section 2. La conciliation	13
Sous-section 1. Fondement et caractère	13
Sous-section 2. Intervention potentielle d'un ou plusieurs tiers	14
Sous-section 3. Rares sont les cas où la confidentialité est légalement organisée	15
Sous-section 4. Éventuel pouvoir décisionnel du tiers conciliateur sur l'issue du différend et exécution forcée	16
Sous-section 5. Coûts éventuels	17
Sous-section 6. Définition	17
Section 3. Le droit collaboratif	17
Sous-section 1. Fondement et caractère	17
Sous-section 2. Intervention d'avocats collaboratifs agréés	18
Sous-section 3. Confidentialité légalement organisée	18
Sous-section 4. Absence de pouvoir décisionnel des avocats collaboratifs sur l'issue du différend et exécution forcée de l'accord de droit collaboratif	19
Sous-section 5. Coûts	20
Sous-section 6. Définition légale	20

Section 4. La médiation	20
Sous-section 1. Fondement et caractère	20
Sous-section 2. Intervention d'un tiers neutre, indépendant et impartial	21
Sous-section 3. Confidentialité légalement organisée	24
Sous-section 4. Absence de pouvoir décisionnel du médiateur agréé sur l'issue du différend	30
Sous-section 5. Coûts	32
Sous-section 6. Définition légale	33
Conclusion	34
Les règlements amiables des litiges, ou le paradigme perdu?	37
<i>Étienne HODY</i>	
Introduction	37
Section 1. Le contentieux commercial et les règlements amiables des litiges : une longue tradition commune	37
Section 2. La mise en application de la loi du 18 juin 2018	39
Section 3. Le bilan	41
Sous-section 1. Le bilan chiffré	41
Sous-section 2. Les heurs et malheurs de l'initiative	42
A. L'information du public	42
B. Le manque de lisibilité de la finalité de l'audience spéciale	42
C. La connaissance de l'affaire par le tribunal	42
D. La comparution personnelle des parties	43
E. Un déficit de mobilisation autour de l'application de la loi du 18 juin 2018	43
F. La pertinence particulière des modes alternatifs de règlement des litiges en droit des affaires	44
G. Le manque de clarté quant aux pouvoirs du juge en matière de conciliation	45
Section 4. Nos propositions	49
Sous-section 1. Le projet de réforme proposé	50
Sous-section 2. Le modèle allemand	51

Sous-section 3. Une politique concertée tendant à l'implication renforcée des acteurs concernés	52
A. Les barreaux	53
B. Les magistrats	53
Conclusion	54
Libres propos sur la médiation en droit du travail	55
<i>Christophe MENIER et Steve GILSON</i>	
Introduction	55
Section 1. Caractéristiques de la médiation en droit du travail	56
Sous-section 1. Définition	56
Sous-section 2. La médiation extrajudiciaire	58
Sous-section 3. La médiation judiciaire	59
Sous-section 4. L'articulation entre médiation et conciliation devant les juridictions du travail	60
Section 2. Description diachronique du processus de médiation en droit du travail	65
Sous-section 1. Premier moment : le choix d'un médiateur par les parties	65
Sous-section 2. Deuxième moment : la/les séance(s) de médiation	67
Sous-section 3. Troisième moment : succès ou échec, la fin de la médiation	68
Sous-section 4. Quatrième moment : en cas de succès, la rédaction de l'accord de médiation	69
Sous-section 5. Cinquième moment : l'exécution de l'accord de médiation	69
Section 3. Les objections émises à l'encontre du recours à la médiation dans la résolution des conflits en droit du travail	70
Section 4. Les avantages attachés à l'usage de la médiation dans la résolution des conflits en droit du travail	77
Conclusion	81

Les voies appropriées de résolution du conflit familial	83
<i>Nathalie UYTENDAELE</i>	
Section 1. Liminaire – Pourquoi des modes « appropriés » de résolution des conflits?	83
Section 2. Quels modes « appropriés » de résolution des conflits en matière familiale?	85
Sous-section 1. Introduction	85
Sous-section 2. La médiation	85
Sous-section 3. Le droit familial collaboratif	89
Sous-section 4. La conciliation	92
A. Les chambres de règlement à l'amiable	92
B. Le devoir de conciliation de l'expert judiciaire	95
C. Pertinence de la conciliation	95
Conclusion	96
Les alternatives au procès pénal: enjeux et perspectives	99
<i>Nathalie COLETTE-BASECQZ et Charles DEVILLERS</i>	
Introduction	99
Section 1. Les enjeux d'une justice pénale négociée	104
Section 2. Les alternatives aux poursuites classiques	107
Sous-section 1. La transaction pénale	109
Sous-section 2. La procédure de « médiation et mesures »	120
Sous-section 3. La reconnaissance préalable de culpabilité	130
Sous-section 4. Les promesses aux repentis	154
Section 3. Le rôle des différents acteurs	159
Sous-section 1. L'auteur de l'infraction	160
Sous-section 2. Le ministère public	160
Sous-section 3. Le juge chargé de l'homologation	161
Sous-section 4. Le juge d'instruction	163
Sous-section 5. L'administration fiscale et sociale	164
Sous-section 6. La victime	164
Sous-section 7. L'avocat	166
Conclusion	167
Tableau comparatif des art. 216, 216bis et 216ter C.I. cr.	170

L'option maximaliste de la médiation dans le champ pénal	173
<i>Antonio BUONATESTA</i>	
Section 1. L'option maximaliste sur le plan législatif	174
Section 2. L'option maximaliste sur le plan conceptuel et méthodologique	177
Sous-section 1. Meilleure inclusivité vis-à-vis des victimes	178
Sous-section 2. Meilleure inclusivité au niveau des auteurs	179
Section 3. Limites et perspectives de consolidation	181
Conclusion	184